



**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE  
MALADIE  
DES HAUTS-DE-SEINE**

\*\*\*

**92026 NANTERRE CEDEX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

**ANNEXE 3 : LISTE PENALITES**

<b>Désignation</b>	<b>Montant des pénalités</b>
<b><i>Retard dans l'exécution des travaux Dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG-TRAVAUX</i></b>	
Retard dans l'achèvement des travaux	Par jour calendaire de retard : 1/100ème du montant du marché , augmenté ou diminué du montant des avenants s'y rapportant
Retard dans l'avancement des travaux, la remise des études, plans de réservation, etc... Retard sur le début d'intervention prévu au calendrier détaillé d'exécution Retenues pouvant être levées si la fin du délai d'exécution est respecté	Retenues provisoires : 1/3 du montant de l'ordre de service de travaux

<b><i>Pénalités spéciales retenues sur le décompte définitif</i></b>	
Absence aux rendez-vous de chantier, visites de chantier, réunions d'étude, de coordination et/ ou de représentation par une personne non habilitée à engager le titulaire. Tout retard de plus d'une demi-heure (et non excusé) ou départ anticipé et non autorisé par le maître d'œuvre sera considéré comme une absence.	150 € par absence non excusée

<b><i>Pénalités spéciales retenues sur le décompte définitif</i></b>	
Retard dans la remise des projets de décomptes, situations mensuelles et décomptes définitifs Pénalités appliquées après un ordre de service rappelant à l'Entrepreneur ses obligations et calculées depuis la date limite fixée par ordre de service jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.	- décomptes mensuels: un deux-millième de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent; - décompte définitif: un dix-millième du montant de ce décompte.
<b><i>Autres pénalités</i></b>	
Retards dans la fourniture de justificatifs de formation	100 € / agent / jour
Retard dans la libération des emplacements mis à disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage et /ou des emprises de chantier dans le domaine public	80 € par jour franc
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite	80 € par jour franc
Dépôt de matériels, matériaux, terres et gravats en dehors des zones prescrites	80 € par jour franc
Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus	80 € par jour franc
Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et de matériels de construction, la présentation de prototypes d'éléments de construction	80 € par jour franc
Retard dans le nettoyage du chantier, l'évacuation des gravats hors chantier	80 € par jour franc
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux ou à la coordination sécurité/santé (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier général détaillé d'exécution et à sa mise à jour,...)	150 € par jour franc
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier	150 € par infraction constatée et par jour franc
Absence d'EPI obligatoire	30 € par constat (cumulable par constats et par agents)
Retard dans la fourniture des documents, procès-verbaux, et plans durant l'exécution du chantier, en référence au planning	150 € par jour franc
Présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui)	1500 € pour chaque infraction constatée (nonobstant les mesures coercitives prévues par le CCAG travaux)

Déclaration tardive de sous-traitants à l'origine du dépassement du délai prévu au planning de réalisation des travaux. Sera considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au maître de l'ouvrage en deçà des 15 jours précédant l'intervention du sous-traitant. Le maître de l'ouvrage adressera alors au titulaire un courrier en recommandé avec accusé de réception lui notifiant sa décision	1/100ème du montant de la part du marché sous- traité TTC
Non-respect de nettoyage de chantier Le maître de l'ouvrage, après constat du maître d'œuvre, indiqué sur le compte rendu du chantier suivi d'une mise en demeure et dans le cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet sous 8 jours , fera procéder lui- même par une entreprise spécialisée au nettoyage de chantier aux frais et risques et périls de l'entreprise.	<i>Pénalité appliquée de 500€ plus la retenue correspondant au montant de la rémunération de l'entreprise de nettoyage</i>
Dépassement délai contractuel de levée des réserves	450 € par jour calendaire de retard